

OCDE : le Maroc s'est fortement engagé à adhérer au comité de l'investissement

Economie

Posté par: Visiteur

Publié le : 28-03-2008 00:44:49

Le ministre délégué chargé des Affaires économiques et générales, M. Nizar Baraka a souligné jeudi à Paris que le Maroc s'est fortement engagé à adhérer au Comité de l'investissement de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE), notant que le Royaume adhère à l'ensemble des valeurs de cette Organisation.

"Le Maroc adhère à l'ensemble des valeurs de l'OCDE que ce soit en matière d'économie de marché, de liberté économique, de respect des droits de l'Homme ou de consolidation de la démocratie", a dit le ministre à l'ouverture de la 7-ème édition du Global Forum sur l'investissement international de l'OCDE, consacrée aux meilleures pratiques en matière de promotion de l'investissement pour le développement.

Intervenant à la table ronde de haut niveau portant sur les politiques économiques en matière de réformes pour l'investissement, M. Baraka a indiqué que l'ambition du Maroc de devenir une plate-forme d'investissement et d'exportation s'explique par la très forte croissance de son économie, ces cinq dernières années, qui lui a permis d'atteindre le pallier de 5 %.

"Nous voulons aller au-delà et, pour ce faire, on a besoin de renforcer le capital de l'investissement étranger dans notre pays", a dit le ministre, rappelant que dans cette perspective, le Maroc s'est fixé un programme articulé notamment autour du maintien de la stabilité du cadre macroéconomique, de la réduction du déficit budgétaire, de la définition d'une politique sectorielle renouée et de l'amélioration de la gouvernance économique afin d'assurer plus de transparence et d'éthique dans le monde des affaires.

Et de souligner que le Maroc qui est à la croisée des chemins, a la volonté d'accélérer la dynamique du développement et de renforcer le taux d'investissement étranger, qui, a-t-il précisé, est passé de 20 % du PIB dans les années 90 à 30 % actuellement.

Cette accélération très importante de l'investissement dans le Royaume a été rendue possible grâce à la réduction de la pression fiscale sur l'entreprise, à la baisse de l'impôt sur le revenu pour faciliter le recrutement et l'amélioration de la productivité au sein de l'entreprise, et à la baisse des droits des douanes, qui favorise les importations, a-t-il expliqué.

Evoquant d'autre part l'adoption au Maroc d'une nouvelle approche de développement basée sur un partenariat public-privé, M. Baraka a signalé que c'est dans le cadre de relations contractuelles et de contrats-programmes que le pays peut parvenir réellement à avancer pour relever les défis auxquels il est confronté, dont celui relatif à la valorisation des ressources humaines et à la mise en place de formations adéquates avec les métiers d'avenir du Royaume.

Il a fait remarquer par ailleurs que le Maroc qui était positionné sur les produits ne représentant que

25 % des échanges mondiaux, a considéré qu'il était essentiel d'aller dans le sens de la diversification, en intégrant dans sa stratégie économique des secteurs à forte valeur ajoutée comme l'offshoring, les nanotechnologies, l'industrie automobile et aéronautique et l'électronique, pour attirer plus d'investissements étrangers.

M. Baraka a rappelé en outre que le Maroc s'est engagé dans une véritable ouverture économique à travers les accords de libre-échange qu'il avait signés avec l'Union européenne, les Etats-Unis et certains pays arabes dans le cadre de l'Accord d'Agadir, notant que de tels accords ont pour objectif de mieux mobiliser les capacités régionales afin d'attirer les investissements étrangers.

"Le Maroc s'est fixé le cap du développement humain durable soutenu et nous relevons des défis très importants parce que nous avons décidé de mener à bien les transitions politique, économique et sociale en même temps", a conclu M. Baraka.

Coprésidée par le secrétaire général de l'OCDE, Angel Gurría et le secrétaire général de la Cnucead, Supachai Panitchpakdi, la 7-ème édition du Global Forum sur l'investissement international a été également marquée par la présentation des programmes d'investissement du Pérou, de l'Ouganda, du Costa Rica, de l'Inde et de l'Egypte.

MAP